

Pour une politique des drogues qui rende l'Europe plus sûre, en meilleure santé et plus juste

Un manifeste sur les politiques des drogues pour les élections européennes de 2024

Malgré les milliards dépensés dans le contrôle des drogues, les politiques européennes en la matière sont pour l'heure impuissantes à protéger la santé et la sécurité de toutes et tous.

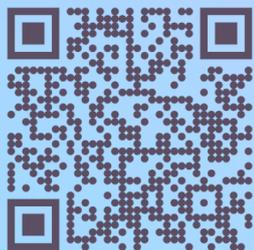
La consommation de drogues atteint des records historiques. De nouvelles substances arrivent chaque année sur le marché européen. Les politiques de guerre contre les drogues ne parviennent pas à enrayer la montée en puissance du grand banditisme. Les faits montrent que la prévention, le soin et la réduction des risques sont nécessaires pour sauver des vies et protéger les populations mais les services destinés aux personnes utilisatrices de drogues manquent de ressources et de soutien politique.

Les élections européennes de 2024 doivent apporter un changement de paradigme. Ce manifeste présente une vision pour une politique européenne des drogues pragmatique, innovante et centrée sur les droits humains qui permettra de garantir la sécurité et la santé des populations. Nous invitons toutes les organisations de la société civile européenne, les partis politiques et les candidat-e-s à soutenir les appels à l'action suivants.

Ensemble, nous construirons une politique des drogues qui prépare l'Europe à l'avenir.

[#FutureDrugPolicyEU24](#)

SIGNEZ ICI!



OUVERT À TOUS ET TOUTES, INITIÉ PAR:

Correlation
European Harm
Reduction Network



TRADUIT EN FRANÇAIS PAR:

FÉDÉRATION
ADDICTION
Prévenir | Réduire les risques | Soigner



Accroître les investissements dans la santé et les services sociaux

La consommation de drogues en Europe atteint des niveaux record et la présence croissante de nouvelles substances psychoactives, dont les opioïdes de synthèse, constituent des signes alarmants. La répression et le contrôle des drogues ont échoué à arrêter cette nouvelle menace dans d'autres régions du monde et n'y arriveront pas plus en Europe. Pour se préparer à ces défis, les institutions européennes doivent donner la priorité au soutien et au financement des services de santé et de soins intégrés qui ont fait leurs preuves. Pour sauver des vies et assurer la sécurité des populations, plutôt que de punir les personnes qui utilisent des drogues, il est nécessaire de renforcer les services qui les soutiennent.

La politique des drogues de l'UE doit être rééquilibrée en mettant fin à la priorité actuellement donnée à la répression sur la santé. Les institutions européennes doivent accroître leurs investissements et leur soutien aux programmes de prévention ciblée, aux traitements volontaires fondés sur des données probantes, à la réduction des risques qui sauve des vies (y compris la prévention du VIH/sida et de l'hépatite C, les traitements par agonistes opioïdes, la délivrance de naloxone, les services d'analyse de drogues et les salles de consommation à moindre risque), ainsi qu'aux services par et pour les populations concernées, qui peuvent le mieux toucher celles et ceux qui en ont besoin.



Abandonner les politiques de guerre contre les drogues

Il est temps d'abandonner les politiques de guerre contre les drogues qui, bien qu'elles coutent des milliards, ne réussissent pas à réduire la taille des marchés illégaux de la drogue, à freiner le grand banditisme ou à réduire la violence. Les politiques et les discours qui stigmatisent et répriment les consommateur-trice-s de drogues et les publics marginalisés doivent être remplacés par des interventions fondées sur des données probantes, l'inclusion et les droits humains.

Pour garantir une approche intégrée, holistique et intersectionnelle des drogues, les institutions européennes de santé doivent jouer un rôle central dans l'élaboration de la politique des drogues de l'UE. Celle-ci doit être intégrée dans les politiques sociales, sanitaires et économiques et ne pas être laissée aux seules mains des forces de l'ordre.

Les institutions européennes doivent intégrer une approche inclusive, fondée sur les droits humains et l'égalité femmes-hommes, et soutenir sans équivoque la dépénalisation des consommations afin d'éliminer la stigmatisation et améliorer l'accès aux services.

La nouvelle Agence de l'UE sur les drogues doit créer des indicateurs permettant de contrôler l'efficacité et l'impact des approches actuelles de la politique en matière de drogues, telles que la prévention de la délinquance et la réduction de la demande et des risques (y compris sur la stigmatisation, l'accès aux services et les droits humains) et mener des recherches davantage axées sur les politiques. Les institutions de l'UE chargées de défendre les droits humains, les valeurs de l'UE et l'état de droit doivent également être impliquées.



Garantir la participation de la société civile et des populations

Une politique des drogues plus sûre et plus efficace nécessite la participation des organisations de la société civile : ce sont elles qui travaillent quotidiennement avec les populations, peuvent atteindre les publics vulnérables et sont les mieux informées des nouvelles tendances sur les marchés des drogues. La politique des drogues de l'UE doit refléter le principe « rien sur nous sans nous » en impliquant d'abord et avant tout les populations concernées et les personnes qui utilisent des drogues.

Les mécanismes de participation de la société civile à la politique européenne des drogues, y compris le Forum de la société civile sur les drogues dans l'UE, doivent être financés et soutenus de manière appropriée et être consultés de manière sérieuse par la Commission européenne, l'Agence de l'UE sur les drogues et de toutes les institutions de l'UE concernées. Ils devraient inclure des représentant-e-s des populations affectées, notamment des personnes qui utilisent des drogues, des jeunes, des femmes et des personnes touchées de manière disproportionnée par la pénalisation, la stigmatisation et la discrimination.



Explorer des approches novatrices, y compris la régulation responsable

Une politique pragmatique en matière de drogues exige d'explorer des approches novatrices du marché de la drogue, y compris la régulation responsable de drogues tel que le cannabis, comme une mesure clé visant à protéger la santé et les droits humains et réduire le pouvoir du grand banditisme. L'UE devrait faciliter ces innovations et évaluer leur impact sur la santé, la sécurité et les droits humains.

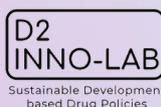
Les responsables politiques européen-ne-s doivent veiller à ce que les lois et les politiques européennes facilitent l'adoption d'approches novatrices du marché des drogues, y compris la régulation responsable. L'Agence européenne des médicaments devrait contrôler l'impact des politiques et des réglementations en matière de drogues, afin de permettre l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Cela favorisera l'apprentissage mutuel, augmentera l'adoption des meilleures pratiques, contribuera à des solutions pragmatiques et préparera l'Europe pour l'avenir.

SIGNEZ ICI!



Déjà signé par:

Civil Society Organisations:



Adpd Green Party Malta, Alcohol- en drugscoach, Alliance Nationale des Communauté pour la Santé (ANCS), AIDES, Alternation Association, ARAS - Romanian Association Against AIDS, Asociace poskytovatelů adiktologických služeb, z.s., Association for Humane Drug Policy, Association SKUC, CASO, Citywide Drugs Crisis Campaign, Društvo SVIT, Koper, Episteme - Investigació i Intervenció Social, Forum Prävention - streetlife.bz, Global Commission on Drug Policy, Harm Reduction Malta, koje | taktisch klug, Help Not Harm, Kosmicare, L' Isola di Arran, Lab57 - Alchemica, Bologna, Legalize NL, Matthildur - harm reduction organization, NADIR ETS, Parsec NGO, PRAKSIS, Projet Lama centre psycho-médico-social, Psycare UK, Recovering Nepal, RefletsduReel (RdR) - Asud auto-support usagers de drogues, Safer Youth.

Individuals:

Gregor Bader, Alex Brown (UNODC), Gabriela Brígida Resende Cierco, Luke Ming Flanagan (**Member of the European Parliament**), Alexandra Karden, Sara Lukac, Valentina Mancuso, Juan Carlos Melero, Bayot Pauline, Marcus Ramusch, Sean Roekens, Katrin Schroeder, Matthias Seidl, Katharina Sturm, Nadine van Gelder, Christoph Wilhelmer.